



Mercredi 30 avril 2025

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Plan d'assainissement des finances cantonales (PAFE) PAF dans les prestations et sur le statut du personnel de l'État !

À la veille de la fête du Travail et de ses rassemblements traditionnels, le Conseil d'État a annoncé une série de mesures d'économies en consultation pour réduire les déficits prévus pour les prochaines années.

Sans surprise, une grande partie de ces mesures vise à réduire les coûts liés au personnel de l'État : contribution de solidarité de 1% pour les salaires annuels après déduction de Fr. 39'000.-, report du palier de six mois, nouveau seuil de référence pour l'indexation des salaires, renoncement aux mesures sur la pénibilité jusqu'en 2029... Le personnel de l'État est clairement mis sous pression. De plus, les autres mesures qui imposent un effort financier supplémentaire à la population s'appliqueront également à ces collaborateurs et collaboratrices de l'État. C'est indéniablement une double peine.

Le plus préoccupant est que les prestations des services publics seront inévitablement affectées par ce plan d'austérité. En particulier, les services essentiels risquent de se détériorer voire disparaître, compromettant ainsi la qualité de vie de nos concitoyens qui en dépendent.

Tandis que l'administration étatique réfléchit à faire toujours autant, voire plus, avec moins de moyens, ce sont des prestations qui ne sont pas fournies. Avec les économies annoncées par la Confédération et la baisse de la péréquation financière, cet exercice sera très probablement reconduit prochainement. Ne serait-il pas plus judicieux d'assouplir la réglementation budgétaire, en permettant un équilibre sur trois ou cinq ans ? Ainsi, l'énergie et le temps de travail pourrait être dévolu aux services à la population prioritairement.

A ce stade, la FEDE réitère sa demande au Conseil d'État d'ouvrir un véritable dialogue, nous voulons des négociations, pas uniquement une consultation. Un partenariat c'est construire ensemble les solutions aux problèmes !

Rappelons aussi qu'il serait grand temps de mettre en oeuvre cette politique RH prônée par notre canton employeur comme étant attractive et moderne en épargnant, pour une fois, celles et ceux qui animent au quotidien le coeur de nos services publics !

Enfin, la FEDE compte bien s'engager activement pour contrer ce plan d'austérité envisagé, visant ainsi une énième fois le personnel de l'État. Elle invite toutes les personnes concernées ainsi que les citoyens et citoyennes du canton à participer aux actions à venir.

Pour la FEDE Isabelle Castella, Présidente, 078/225 28 36